

## "Le non émotionnel de la Norvège" dans Süddeutsche Zeitung (27 septembre 1972)

**Légende:** Le 27 septembre 1972, commentant le résultat négatif du référendum populaire norvégien sur l'adhésion du pays aux Communautés européennes, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung titre sur les répercussions politiques européennes et intérieures de ce refus.

**Source:** Süddeutsche Zeitung. Münchner neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Dürrmeier, Hans ; R Herausgeber Heigert, H. 27.09.1972, Nr. 222; 28. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Norwegens emotionales Nein", auteur: Schröder, Dieter , p. 4.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/le\\_non\\_emotionnel\\_de\\_la\\_norvege\\_dans\\_suddeutsche\\_zeitung\\_27\\_septembre\\_1972-fr-38c98ca4-ca9f-476d-b77a-f2c4a36d6198.html](http://www.cvce.eu/obj/le_non_emotionnel_de_la_norvege_dans_suddeutsche_zeitung_27_septembre_1972-fr-38c98ca4-ca9f-476d-b77a-f2c4a36d6198.html)



**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016

## Le non émotionnel de la Norvège

PAR DIETER SCHRÖDER

Pour l'instant, le «non» des électeurs norvégiens à l'adhésion à la CEE n'entraîne une crise politique que pour la Norvège et pas pour la Communauté européenne. Néanmoins, le vote populaire des Norvégiens peut avoir des répercussions sur la CEE et sur le visage futur de l'Europe. La Communauté des Dix, que l'on considérait comme une affaire entendue, s'est réduite à neuf du jour au lendemain, et si les Danois disent «non» eux aussi lundi prochain, ses membres ne seront plus que huit. Face à cette réalité, il sera difficile, pour la Conférence européenne au sommet qui se tiendra à Paris, de passer à l'ordre du jour avec le cœur léger. Un nouveau coup dur sera porté à l'idée de l'unification européenne si non seulement l'approfondissement, la progression vers une plus grande mise en commun, mais aussi l'élargissement se heurtent à des difficultés.

Il est sans nul doute exact que la décision populaire en Norvège a été emportée par l'émotion, par la crainte des agriculteurs et des pêcheurs pour leur existence, mais cela ne doit pas rassurer la CEE. Les opposants norvégiens à la CEE, qui ont agi avec beaucoup d'habileté, ne sont pas les seuls à avoir joué un rôle dans l'obtention de ce non, c'est également le cas des membres du Conseil des ministres de la CEE eux-mêmes, qui ont refusé, avec une extrême opiniâtreté, de reconnaître les besoins de protection parfaitement compréhensibles de l'agriculture et de la pêche norvégiennes. Bien qu'il ait encore tiré en longueur les négociations avec la CEE, le Premier ministre Bratteli a finalement dû signer un traité d'adhésion qui ne correspondait plus à ses propres attentes, ni surtout à celles de bon nombre de ses électeurs. À ce moment-là, Bratteli ne disposait d'ailleurs au *Storting* que d'une majorité d'une seule voix pour l'adhésion à la CEE. Si la CEE avait voulu à tout prix l'adhésion de la Norvège, il lui aurait été tout à fait possible de faciliter à Bratteli cette marche sur la corde raide. Certes, le référendum n'est pas contraignant pour la décision parlementaire, mais on savait à Bruxelles comme à Oslo que, si le non l'emportait, quelques députés hésitants passeraient du côté des opposants à la CEE.

À Bruxelles, à Paris, à Bonn et, depuis peu, à Londres aussi, on parle aisément de la sauvegarde des principes inscrits dans les traités de Rome; en revanche, dans de petits pays à la périphérie comme la Norvège et le Danemark, il est difficile de dissiper le soupçon que les intérêts des grands finiront par ne faire qu'un avec les principes – comme dans le cas de la politique commune de la pêche. C'est cette crainte du monstre CEE, du capital des grands, qui a fait que les pêcheurs et les agriculteurs norvégiens se sont accrochés à leur non. Ils voient leurs intérêts mieux protégés en dehors de la CEE. L'industrie du poisson, dont les principaux clients se trouvent de toute façon aux États-Unis, est maintenant libre de demander à Oslo d'introduire, à l'exemple de l'Islande, la zone de protection de 50 milles. La CEE ne peut pas offrir aux agriculteurs, qui doivent lutter contre un climat défavorable, la protection que leur garantit l'État-providence norvégien. Pourtant, l'attitude des pêcheurs et des agriculteurs est une attitude à courte vue, car la Norvège aussi se transforme rapidement en une société industrielle, et l'industrie tenait beaucoup à l'adhésion. Seulement, le reproche d'avoir placé les intérêts avant les principes ne doit pas s'adresser à eux seuls; il faudrait en discuter dans une perspective plus large à la Conférence au sommet de Paris.

Vu les liens étroits entre le Danemark et la Norvège, il faut maintenant s'attendre à ce que les Danois se prononcent à leur tour, lundi prochain, contre l'adhésion à la CEE (leur non serait même contraignant). Il est vrai que les Britanniques et les Allemands sont les principaux clients de l'agriculture danoise mais, tout comme en Norvège, l'attitude émotionnelle contre la CEE, en partie motivée par des considérations politiques, est aussi très forte au Danemark. Si la Norvège et le Danemark devaient rester à l'écart, il en résulterait certains risques à prendre très au sérieux: l'élément démocratique traditionnel, comme le voient les Britanniques, serait affaibli et, avec lui, l'équilibre interne de la CEE. Dès le congrès du Parti travailliste la semaine prochaine, les opposants à la CEE pourraient prendre le dessus et même engager un futur gouvernement travailliste à *sortir* de la CEE. Une telle décision assombrirait encore l'avenir de la CEE. Une grande partie des opposants à la CEE en Norvège et au Danemark combattent également l'appartenance à l'OTAN et s'efforceront maintenant d'obtenir que leurs pays quittent l'OTAN. Une neutralisation de toute la Scandinavie affaiblirait cependant considérablement le flanc nord de l'OTAN. Pour l'instant toutefois, la Norvège traverse la crise gouvernementale la plus profonde depuis la fin de la guerre, et il ne lui sera pas

facile d'en sortir après le retrait annoncé de Bratteli, car les partis du *Storting*, divisés en leur sein et entre eux sur la question de la CEE, ne pourront pas former de sitôt une coalition capable de gouverner.